

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 06206

Numéro SIREN : 851 927 731

Nom ou dénomination : A2D PRIVATE EQUITY

Ce dépôt a été enregistré le 26/06/2019 sous le numéro de dépôt 43046

Les soussignés :

- **Monsieur Didier ADDA**,
né le 17 mai 1968 à ERMONT (95120),
demeurant au 2 Avenue du Stade de Coubertin, BOULOGNE BILLANCOURT (92100),
de nationalité Française,
marié sous le régime de la séparation de biens,
- **Madame Sandrine ADDA, née ABECASSIS**,
née le 22 Avril 1967 à PANTIN (93500)
demeurant au 2 Avenue du Stade de Coubertin, BOULOGNE BILLANCOURT (92100),
de nationalité Française,
mariée sous le régime de la séparation de biens,

Seuls associés de la Société par actions simplifiée "A2D PRIVATE EQUITY"

Ont préalablement à la décision qui fait l'objet des présentes exposé et rappelé ce qui suit :

Les soussignés sont convenus de constituer une Société par actions simplifiée moyennant :

Apport de biens autres qu'un fonds de commerce :

• **Monsieur Didier ADDA**

- 600 actions de la SAS SystUp, au capital de 10.000 Euros, dont le siège social est 42 rue Fessart 92100 BOULOGNE BILLANCOURT, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 810.276.006 ;
- 8.400 parts sociales de la SARL ALDISA, au capital de 30.100 Euros, dont le siège social est 150 rue Legendre 75017 PARIS, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 424.135.846.

• **Madame Sandrine ADDA**

- 450 parts sociales de la SCI JADE, à capital variable, dont le siège social est 42 rue Fessart 92100 BOULOGNE BILLANCOURT, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 528 648 314.

Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

En vue de la réalisation de l'apport en nature à la Société susvisée, les soussignés, à l'unanimité, nomment Monsieur Frédéric LELOUCH, Commissaire inscrit, 31 rue Victor Hugo 92400 COURBEVOIE, à l'effet d'établir sous sa responsabilité un rapport sur la valeur desdits apports en nature, lequel sera annexé aux statuts de la Société à constituer conformément à l'article L225-8 du Code de Commerce.

Fait à Boulogne Billancourt, le 24 Avril 2019.
En deux exemplaires.

Didier ADDA



Sandrine ADDA



A2D PRIVATE EQUITY

SAS au capital de 148.000 Euros

29 rue d'Aguesseau
92100 BOULOGNE BILLANCOURT

Société en cours de constitution

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS SUR
L'APPORT DE TITRES DE LA SAS SYSTUP – SARL ALDISA –
SCI JADE A LA SAS A2D PRIVATE EQUITY**

A2D PRIVATE EQUITY
Monsieur Didier ADDA
29 rue d'Aguesseau
92100 BOULOGNE BILLANCOURT

Société en cours de constitution

Aux associés,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, concernant l'opération d'apport de titres de Monsieur Didier ADDA dans les sociétés SystUp et ALDISA, et de Madame Sandrine ADDA dans la SCI JADE effectuée par des personnes physiques à la SAS A2D PRIVATE EQUITY, nous vous présentons notre rapport sur la valeur dudit apport.

Cette valeur a été arrêtée dans la convention d'apport par les parties en présence en date du 3 Mai 2019. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur de l'apport n'est pas surévaluée. A cet effet, nous avons effectué les diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicables à cette mission ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur au nominal des actions à émettre par la SAS A2D PRIVATE EQUITY.

A aucun moment, nous ne nous sommes trouvés dans l'un des cas d'incompatibilité, d'interdiction ou de déchéance prévus par la loi.

Nous avons accompli notre mission conformément aux dispositions de l'article L.223-9 du Code de Commerce et vous prions de trouver, ci-après, nos constatations et conclusions présentées dans l'ordre suivant :

I. DESCRIPTION GENERALE DE L'OPERATION

- I.1 Présentation des personnes concernées
- I.2 Motifs et but de l'opération
- I.3 Charges et conditions de l'opération
- I.4 Conditions suspensives

II. EVALUATION, DESCRIPTION ET REMUNERATION DE L'APPORT

- II.1 Evaluation de l'apport
- II.2 Description de l'apport
- II.3 Rémunération de l'apport

III. DILIGENCES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DE L'APPORT

- III.1 Diligences effectuées
- III.2 Choix du mode d'évaluation
- III.3 Appréciation de la valeur de l'apport

IV. CONCLUSION

I DESCRIPTION GENERALE DE L'OPERATION

I.1 Présentation des personnes concernées

I.1.1 SAS A2D PRIVATE EQUITY : Société bénéficiaire de l'apport

La société A2D PRIVATE EQUITY est une société par actions simplifiée en cours de constitution. Son siège social est situé 29 rue d'Aguesseau 92100 BOULOGNE BILLANCOURT.

I.1.2 Personnes physiques apporteuses :

Monsieur Didier ADDA est né le 17 Mai 1968 à Ermont (95120), de nationalité française. Il demeure au 2 Avenue du Stade de Coubertin 92100 BOULOGNE BILLANCOURT.

Madame Sandrine ADDA, née ABECASSIS, est née le 22 Avril 1967 à PANTIN (93500), de nationalité française. Elle demeure au 2 Avenue du Stade de Coubertin 92100 BOULOGNE BILLANCOURT.

I.1.3 SAS SystUp : Société dont les titres sont apportés

La SAS SystUp est une société par actions simplifiée dont le siège social est situé au 42 rue Fessart 92100 BOULOGNE BILLANCOURT. Elle est identifiée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 810.276.006.

Elle a pour activité :

- *la réalisation de prestations de services dans le secteur de l'informatique. Elle pourra intervenir en tant que conseil. Elle a pour vocation de concevoir des architectures informatiques, de rédiger des cahiers des charges, d'effectuer des analyses fonctionnelles, de préconiser des choix d'équipements pour l'informatisation, d'expertiser des systèmes informatiques et des logiciels ;*

Le capital social de la SAS SystUp s'élève actuellement à 10.000 euros, divisé en 1.000 actions de 100 euros chacune intégralement libérées, toutes de même catégorie.

La société n'a émis aucune valeur mobilière susceptible de donner accès au capital social postérieurement à la date des présentes (parts bénéficiaires ou parts de fondateurs, certificats d'investissement, stock-options, obligations ordinaires, convertibles ou échangeables, ou autres valeurs mobilières composées, etc.) autre que les parts composant son capital social.

I.1.4 SARL ALDISA : Société dont les titres sont apportés

La SARL ALDISA est une société à responsabilité limitée dont le siège social est situé au 150 rue Legendre 75017 PARIS. Elle est identifiée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 424.135.846.

Elle a pour activité :

- *la prestation de services dans le secteur de l'informatique. Elle pourra intervenir en tant que conseil. Elle a pour vocation de concevoir des architectures informatiques, de rédiger des cahiers des charges, d'effectuer des analyses fonctionnelles, de préconiser des choix d'équipements pour l'informatisation, d'expertiser des systèmes informatiques et des logiciels ;*

Le capital social de la SARL ALDISA s'élève actuellement à 30.100 euros, divisé en 14.000 parts sociales de 2,15 euros chacune intégralement libérées, toutes de même catégorie.

La société n'a émis aucune valeur mobilière susceptible de donner accès au capital social postérieurement à la date des présentes (parts bénéficiaires ou parts de fondateurs, certificats d'investissement, stock-options, obligations ordinaires, convertibles ou échangeables, ou autres valeurs mobilières composées, etc.) autre que les parts composant son capital social.

I.1.5 SCI JADE : Société dont les titres sont apportés

La SCI JADE est une société civile immobilière dont le siège social est situé au 42 rue Fessart 92100 BOULOGNE BILLANCOURT. Elle est identifiée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 528.648.314.

Elle a pour activité :

- *la propriété, la gestion et plus généralement l'exploitation par bail, location ou tout autre forme d'un immeuble que la société se propose d'acquérir et toutes opérations financières, mobilières ou immobilières de caractère purement civil et se rattachant à l'objet social ;*

Le capital social de la SCI JADE est variable. Le capital initial a été fixé à 1.000 euros, divisé en 100 parts sociales de 10 euros chacune intégralement libérées, toutes de même catégorie.

La société n'a émis aucune valeur mobilière susceptible de donner accès au capital social postérieurement à la date des présentes (parts bénéficiaires ou parts de fondateurs, certificats d'investissement, stock-options, obligations ordinaires, convertibles ou échangeables, ou autres valeurs mobilières composées, etc.) autre que les parts composant son capital social.

I.2 Motifs et but de l'opération

Il est ici indiqué que :

- Monsieur Didier ADDA détient 60 % du capital social de la SARL ALDISA et 60 % du capital social de la SAS SystUp ;
- Madame Sandrine ADDA détient 45 % du capital social de la SCI JADE.

Il est ici rappelé que la société **A2D PRIVATE EQUITY** a pour objet social, en France et à l'étranger, directement ou indirectement :

La société a pour objet :

- Holding, la prise de participation sous quelque forme que ce soit dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou option d'achat, de négociation et de toute autre manière ;
- la réalisation de prestations de services dans le secteur de l'informatique. Elle pourra intervenir en tant que conseil. Elle a pour vocation de concevoir des architectures informatiques, de rédiger des cahiers des charges, d'effectuer des analyses fonctionnelles, de préconiser des choix d'équipements pour l'informatisation, d'expertiser des systèmes informatiques et des logiciels ;

La présente opération s'inscrit dans le cadre d'une rationalisation de la structure d'un groupe et d'une prise de participation directe de la société SAS A2D PRIVATE EQUITY dans les sociétés SARL ALDISA, SAS SystUp et SCI JADE.

I.3 Charges et conditions de l'opération

I.3.1 Biens et droits apportés

Les apporteurs ont décidé de faire apport à la société bénéficiaire, respectivement, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, ce qui a été accepté par la société bénéficiaire de :

- 600 actions de la SAS SystUp ;
- 8.400 parts sociales de la SARL ALDISA ;
- 450 parts sociales de la SCI JADE.

I.3.2 Date d'effet de l'opération

La société bénéficiaire aura la propriété et la jouissance des droits sociaux apportés à compter de l'immatriculation de la société.

I.3.3 Régime de l'opération

Régime fiscal

- Cet apport bénéficie de plein droit du report d'impôt prévu aux articles 150-0 B et 150-OD, 9° et 10° du Code Général des Impôts.
- L'apport ainsi réalisé lors de la constitution de la société est pur et simple, et sera donc exonéré de droits d'enregistrement.

Les autres charges et conditions figurent dans le contrat d'apport et n'appellent pas de commentaire de notre part.

II EVALUATION, DESCRIPTION ET REMUNERATION DE L'APPORT

II.1 Evaluation de l'apport

L'apport soumis à notre appréciation est assimilé à un apport d'actif isolé et de ce fait n'entre pas dans le champ d'application du règlement CRC n°2004-01 du 4 mai 2004.

La valeur de l'apport résulte de la valorisation de la société sur la base de la valeur nette de l'actif au 31 Décembre 2018.

II.2 Description de l'apport

- L'apporteur, Monsieur Didier ADDA, détenteur de 600 actions de la SAS SystUp, a décidé de faire apport à la société bénéficiaire la SAS A2D PRIVATE EQUITY, de 600 actions de la SAS SystUp dont il est propriétaire pour un montant de 65.000 € (soixante-cinq mille euros) ;
- L'apporteur, Monsieur Didier ADDA, détenteur de 8.400 parts sociales de la SARL ALDISA, a décidé de faire apport à la société bénéficiaire la SAS A2D PRIVATE EQUITY, de 8.400 parts sociales de la SARL ALDISA dont il est propriétaire pour un montant de 46.000 € (quarante-six mille euros) ;
- L'apporteur, Madame Sandrine ADDA, détenteur de 450 parts sociales de la SCI JADE, a décidé de faire apport à la société bénéficiaire la SAS A2D PRIVATE EQUITY, de 450 parts sociales de la SCI JADE dont il est propriétaire pour un montant de 37.000 € (trente-sept mille euros) ;

Ce montant a été déterminé sur la base suivante :

- La valeur de la SAS SystUp arrondi à 108,33 euros par actions soit une valeur globale de l'apport de 65.000 €. Aucun passif ne sera pris en charge par la société bénéficiaire, l'apport net sera donc de l'apport de 65.000 € ;
- La valeur de la SARL ALDISA arrondi à 5,47 euros par parts sociales soit une valeur globale de l'apport de 46.000 €. Aucun passif ne sera pris en charge par la société bénéficiaire, l'apport net sera donc de l'apport de 46.000 € ;
- La valeur de la SCI JADE arrondi à 82,22 euros par actions soit une valeur globale de l'apport de 37.000 €. Aucun passif ne sera pris en charge par la société bénéficiaire, l'apport net sera donc de l'apport de 37.000 € ;

II.3 Rémunération de l'apport

L'apport en nature sera rémunéré par des actions de la société A2D PRIVATE EQUITY, en cours de constitution, sur la base de 14.800 (quatorze mille huit cents) actions d'une valeur nominale de 10 (dix) euros chacune, entièrement libérées.

III DILIGENCES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DE L'APPORT

III.1 Diligences effectuées

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimées nécessaires selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes pour apprécier la valeur de l'apport.

Nos diligences ont consisté pour l'essentiel, à :

- nous entretenir avec le représentant des sociétés concernées afin de comprendre l'opération envisagée et le contexte dans lequel elle se situe et pour analyser les modalités comptables, juridiques et fiscales retenues ;
- examiner les informations financières et comptables servant de base à l'opération ;
- prendre connaissance de l'actif net des sociétés SystUp, ALDISA et JADE arrêté au 31 Décembre 2018 ;
- prendre connaissance de l'évaluation de la valeur des sociétés SystUp, ALDISA et JADE ;
- vérifier, jusqu'à la date du présent rapport, l'absence de fait ou d'événement susceptible de remettre en cause la valeur de l'apport ;

- examiner le projet de statuts.

Enfin, nous avons obtenu une lettre d'affirmation de la part des dirigeants des sociétés SystUp, ALDISA et JADE nous confirmant l'absence, à la date du présent rapport, d'évènements pouvant, d'une part, grever la consistance des capitaux propres ou, d'autre part, remettre en cause de façon significative les prévisions au 30 Avril 2019 qui nous ont été communiquées.

III.2 Choix du mode d'évaluation de l'apport

L'apport soumis à notre appréciation est assimilé à un apport d'actif isolé et de ce fait n'entre pas dans le champ d'application du règlement CRC n°2004-01 du 4 mai 2004.

La valeur de l'apport est la valeur estimée de cet actif à la date des comptes annuels au 31 Décembre 2018 des sociétés SystUp, ALDISA et JADE, société bénéficiaire, délibérant sur cette opération.

III.3 Appréciation de la valeur de l'apport

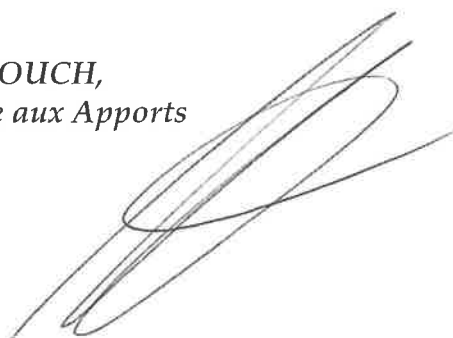
La valeur unitaire des actions des sociétés SystUp, ALDISA et JADE apportées a été déterminée sur la base des actifs au 31 Décembre 2018.

IV CONCLUSION

En conclusion de nos travaux, nous sommes d'avis que la valeur de l'apport s'élevant à un montant total de 148.000 € n'est pas surévaluée.

Fait à Boulogne Billancourt, le 23 Mai 2019.

*Frédéric LELOUCH,
Commissaire aux Apports*



A2D PRIVATE EQUITY

Société Par Actions Simplifiée au capital de 148 000.00 €

Siège social : 29 rue d'Aguesseau

92100 BOULOGNE BILLANCOURT

Société en cours de formation

CONTRAT D'APPORT

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- **Monsieur Didier ADDA,**
né le 17 mai 1968 à ERMONT (95120),
demeurant au 2 Avenue du Stade de Coubertin, BOULOGNE BILLANCOURT (92100),
de nationalité Française,
mariée sous le régime de la séparation de biens,
- **Madame Sandrine ADDA, née ABECASSIS,**
née le 22 Avril 1967 à PANTIN (93500),
demeurant au 2 Avenue du Stade de Coubertin, BOULOGNE BILLANCOURT (92100),
de nationalité Française,
mariée sous le régime de la séparation de biens,

Ci-après dénommé chacun « L'apporteur »
d'une part,

ET :

- **La Société "A2D PRIVATE EQUITY"**
société par actions simplifiée au capital de 148 000 euros
Siège social : 29 rue d'Aguesseau 92100 BOULOGNE BILLANCOURT
Société en formation,
représentée par Monsieur Didier ADDA, agissant en qualité de Président de ladite société.

Ci-après dénommée « La Société bénéficiaire »,
d'autre part,

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

I – APPORT

L'apporteur, soussigné de première part, apporte à la Société A2D PRIVATE EQUITY, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, ce qui est accepté par Monsieur Didier ADDA, ès-qualités, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

1. Biens apportés

- 600 actions de la SAS SystUp, au capital de 10.000 Euros, dont le siège social est 42 rue Fessart 92100 BOULOGNE BILLANCOURT, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 810.276.006 ;
- 8.400 parts sociales de la SARL ALDISA, au capital de 30.100 Euros, dont le siège social est 150 rue Legendre 75017 PARIS, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 424.135.846 ;
- 450 parts sociales de la SCI JADE, à capital variable, dont le siège social est 42 rue Fessart 92100 BOULOGNE BILLANCOURT, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 528 648 314.

2. Evaluation

L'évaluation des apports ci-dessus a été effectuée au vu du rapport de Monsieur Frédéric LELOUCH, commissaire aux apports désigné par les associés.

II – ORIGINE DE PROPRIETE

La propriété des actions apportées et la libre disposition que l'apporteur a de ces actions, résultent de leur inscription en compte dans les livres des sociétés JADE, SystUp, ALDISA et des statuts de ces dernières.

III – PROPRIETE - JOUISSANCE

La société bénéficiaire sera propriétaire des actions à elle apportées à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

IV – DECLARATION

L'apporteur déclare qu'il n'a jamais été en état de faillite, règlement judiciaire, liquidation de biens, redressement ou liquidation judiciaires et que son patrimoine n'est menacé d'aucune mesure de confiscation.

Il est certifié, en outre, que les actions apportées n'ont pas fait l'objet d'un transfert de garantie, ne sont gagées en aucune manière au profit de tiers et l'apporteur a la libre disposition des actions apportées par lui.

V - REMUNERATION DE L'APPORT

En rémunération de cet apport évalué à cent quarante-huit mille (148 000) euros :

- Monsieur Didier ADDA se voit attribuer onze mille cent (11 100) actions de dix (10) euros chacune, intégralement libérées ;
- Madame Sandrine ADDA se voit attribuer trois mille sept cent (3 700) actions de dix (10) euros chacune, intégralement libérées.

SA
MA

VI – DECLARATIONS FISCALES

Au regard du régime d'imposition des plus-values privées résultant de l'échange de titres, les parties déclarent que l'opération d'apport peut bénéficier du report d'imposition des plus-values réalisées en cas d'apport des titres au profit d'une société soumise à l'impôt sur les sociétés, conformément aux articles 150-0 B du Code Général des Impôts.

VII – DROIT D'ENREGISTREMENT

Le présent apport sera enregistré au droit fixe.

VIII - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- l'apporteur, à l'adresse mentionné aux présentes,
- la Société bénéficiaire en son siège social indiqué en tête des présentes.

IX - AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties soussignées affirment sous les peines édictées par la loi que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

X- FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes, ainsi que ceux qui en seront la conséquence, sont à la charge de la Société bénéficiaire qui s'oblige à les payer.

XI – POUVOIRS

Tous pouvoirs sont conférés dès à présent aux porteurs d'originaux, de copies ou d'extraits certifiés conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive des apports pour l'accomplissement des formalités légales prescrites.

Fait en quatre exemplaires, à Boulogne Billancourt,
Le 3 Mai 2019.

SAS A2D PRIVATE EQUITY
représentée par M. Didier ADDA



M. Didier ADDA



Mme Sandrine ADDA



A2D PRIVATE EQUITY

Société Par Actions Simplifiée au capital de 148 000.00 €

Siège social : 29 rue d'Aguesseau

92100 BOULOGNE BILLANCOURT

Société en cours de formation

STATUTS

Les soussignés :

- **Monsieur Didier ADDA,**
né le 17 mai 1968 à ERMONT (95120),
demeurant au 2 Avenue du Stade de Coubertin, BOULOGNE BILLANCOURT (92100),
de nationalité Française,
mariée sous le régime de la séparation de biens,
- **Madame Sandrine ADDA, née ABECASSIS,**
née le 22 Avril 1967 à PANTIN (93500)
demeurant au 2 Avenue du Stade de Coubertin, BOULOGNE BILLANCOURT (92100),
de nationalité Française,
marié sous le régime de la séparation de biens,

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée qu'ils ont décidé de constituer entre eux.

A2D PRIVATE EQUITY

Société Par Actions Simplifiée au capital de 148 000.00 €

Siège social : 29 rue d'Aguesseau

92100 BOULOGNE BILLANCOURT

Société en cours de formation

TITRE I

FORME - OBJET – DENOMINATION - SIEGE - DUREE – EXERCICE

Article 1er – FORME

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement une société par actions simplifiée. Cette société est régie par les présents statuts et les textes en vigueur.

Cette société ne peut pas procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions.

Elle peut procéder à des offres dans les conditions définies par les textes en vigueur.

Article 2 – OBJET

La société a pour objet :

- Holding, la prise de participation sous quelque forme que ce soit dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou option d'achat, de négociation et de toute autre manière ;
- Toutes prestations de services, conseils, études en faveur des sociétés ou entreprises, sur les plans administratif, comptable, technique, commerciale, financier ou autres,
- la réalisation de prestations de services dans le secteur de l'informatique. Elle pourra intervenir en tant que conseil. Elle a pour vocation de concevoir des architectures informatiques, de rédiger des cahiers des charges, d'effectuer des analyses fonctionnelles, de préconiser des choix d'équipements pour l'informatisation, d'expertiser des systèmes informatiques et des logiciels ;
- l'achat, la vente, la prise à bail, la location, la gérance, la participation directe ou indirecte par tous moyens ou sous quelque forme que ce soit, à toutes entreprises et à toutes sociétés créées ou à créer, ayant le même objet ou un objet similaire ou connexe ;
- et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus spécifié ou à tout autre objet similaire ou connexe.

La société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'elles soient, dès lors qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation des activités visées aux alinéas qui précèdent ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est :

"A2D PRIVATE EQUITY"

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement "société par actions simplifiée" ou des initiales " S.A.S. " et de l'indication du lieu du siège social et du montant du capital social ainsi que du numéro d'identification SIREN suivi de la mention RCS de (nom de la ville).

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au : **29 rue d'Aguesseau - 92100 BOULOGNE BILLANCOURT (FRANCE).**

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou des départements limitrophes par simple décision du président et partout ailleurs en vertu d'une décision collective des associés prise aux conditions de majorité des décisions extraordinaires.

Article 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à **quatre-vingt-dix-neuf (99) années** à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par les présents statuts.

Article 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social sera clos le **31 décembre 2020**.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7 - APPORTS

Montant et modalités des apports

Lors de la constitution, il n'a été procédé qu'à des apports en nature.

Les soussignés apportent à la société, savoir :

1) Aux termes d'un contrat d'apport en date du 3 Mai 2019 ci-annexé, Monsieur Didier ADDA apporte à la société, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, les biens ci-après désignés :

- 600 actions de la SAS SystUp, sise au 42 rue Fessart 92100 BOULOGNE BILLANCOURT, 810 276 006 RCS NANTERRE, évalué à soixante-cinq mille (65.000) euros .
- 8.400 parts sociales de la SARL ALDISA, sise au 150 rue Legendre 75017 PARIS, 424 135 846 RCS PARIS, évalué à quarante-six mille (46.000) euros .

En rémunération de cet apport évalué à cent onze mille euros (111 000), Monsieur Didier ADDA se voit attribuer onze mille cent (11 100) actions de dix euros (10) chacune, intégralement libérées.

L'évaluation des apports ci-dessus a été effectuée au vu du rapport de Monsieur Frédéric LELOUCH, commissaire aux apports désigné par le futur associé.

Ce rapport restera annexé aux présents statuts.

2) Aux termes d'un contrat d'apport en date du 3 Mai 2019 ci-annexé, Madame Sandrine ADDA apporte à la société, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, les biens ci-après désignés :

- 450 parts sociales de la SCI JADE, sise au 42 rue Fessart 92100 BOULOGNE BILLANCOURT, 528 648 314 RCS NANTERRE, évalué à trente-sept mille (37.000) euros .

En rémunération de cet apport évalué à trente-sept mille euros (37 000), Madame Sandrine ADDA se voit attribuer trois mille sept cents (3 700) actions de dix euros (10) chacune, intégralement libérées.

L'évaluation des apports ci-dessus a été effectuée au vu du rapport de Monsieur Frédéric LELOUCH, commissaire aux apports désigné par le futur associé.

Ce rapport restera annexé aux présents statuts.

Article 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de cent quarante-huit mille (148 000) euros.

Il est divisé en quatorze mille huit cents (14 800) actions de dix (10) euros chacune, entièrement souscrites, toutes de même catégorie et réparties entre les associés en proportion de leurs droits.

Article 9 - MODIFICATION DU CAPITAL

I - Augmentation de capital

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires, d'actions de préférence, soit par élévation du montant nominal des actions existantes. L'augmentation de capital par majoration du montant des actions nécessite le consentement unanime des associés sauf si elle est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission.

Les émissions d'actions de préférence requièrent une décision spéciale de la collectivité des associés aux conditions prévues pour les décisions extraordinaires ; si ces actions sont émises au profit d'un ou plusieurs associés nommément désigné, la procédure relative aux avantages particuliers doit être suivie conformément à l'article L.228-15 du Code de commerce et le bénéficiaire de l'émission ne peut prendre part au vote. L'assemblée qui crée des actions de préférence en définit les droits y attachés.

Les actions nouvelles sont émises au pair ou avec prime

L'émission d'actions par voie d'augmentation de capital aura lieu dans les conditions prévues par les articles L. 225-129 à L. 225-129-6 du Code de commerce compatibles avec les modalités de prise de décisions propres aux SAS et qui sont retenues par les présents statuts. À cet égard, il est précisé que la collectivité des associés prendra les décisions dans les conditions prévues aux statuts sans être tenus de réunir une assemblée générale extraordinaire prévue par les textes du Code de commerce.

Les rapports imposés par les textes seront établis par le président ou le directeur général ou les organes titulaires de la délégation de compétence et par les commissaires aux comptes.

Si la collectivité des associés décide de déléguer soit sa compétence pour décider l'augmentation de capital, soit les pouvoirs nécessaires à l'effet de la réaliser cette délégation qui interviendra dans les limites prévues par les textes aura lieu au profit du Président

Il peut être décidé de limiter une augmentation de capital à souscrire en numéraire au montant des souscriptions reçues, dans les conditions prévues par le Code de commerce.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire le capital ancien doit, au préalable être intégralement libéré et un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes, dans les conditions légales. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et la décision collective peut au vu du rapport du président ou de l'autorité habilitée et celui du commissaire aux comptes supprimer ce droit préférentiel en respectant les conditions légales ; il en est de même lorsque l'augmentation de capital est réservée à une ou plusieurs personnes nommément désignées par la décision collective dans ce cas les bénéficiaires de l'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel à leur profit ne peuvent s'ils sont déjà associés prendre part au vote Ce droit préférentiel est cessible dans les mêmes conditions que l'action. Lorsque les actions sont grevées d'un usufruit, le droit préférentiel de souscription appartient au nu-propriétaire dans les conditions prévues à l'article L. 225-140 du Code de commerce.

Lors de toute augmentation de capital en numéraire, sauf si elle résulte d'une émission préalable de valeurs mobilières donnant accès au capital, la collectivité des associés doit se prononcer sur un projet de résolution spécifique tendant à réaliser une augmentation de capital en faveur des salariés conformément à l'article L.225-129-6 du Code de commerce.

Lorsque l'augmentation de capital a lieu par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la décision collective statue aux conditions de majorité des décisions ordinaires.

En cas d'apport en nature ou de stipulations d'avantages particuliers, un ou plusieurs commissaires aux apports sont désignés conformément aux dispositions de l'article L.225-147 du Code de commerce. Les associés apporteurs ne prennent pas part au vote sur l'évaluation des apports en nature

II - Réduction de capital

Le capital social peut être réduit par une décision collective prise aux conditions des décisions extraordinaires et à celles prévues par le Code de commerce ; les associés peuvent déléguer tout pouvoir au Président

La réduction de capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce minimum, à moins que la société ne se transforme en une autre forme.

La réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés sauf accord unanime de tous les associés. En cas de réduction de capital non motivée par des pertes, les opérations de capital ne peuvent commencer avant l'expiration du délai d'opposition des créanciers ni le cas échéant, avant qu'il ait été statué en première instance sur cette opposition.

Le capital peut être amorti conformément aux dispositions du Code de commerce.

TITRE III

ACTIONS

Article 10 - FORME ET PROPRIETE DES ACTIONS

1. Forme des actions

Les actions doivent revêtir obligatoirement la forme nominative ; elles donnent lieu à une inscription en compte de leur propriétaire dans les conditions et selon les modalités prévues par les textes en vigueur.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte au nom du ou des titulaires dans les comptes tenus à cet effet par la société.

A la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

2. Indivision - Usufruit - Nue-propriété

Toute action est indivisible à l'égard de la société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont tenus de se faire représenter par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique. La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. En cas de désaccord, le mandataire est désigné, à la demande du copropriétaire le plus diligent, par ordonnance du Président du tribunal de commerce statuant en référé.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions relatives à l'approbation des comptes et l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

Même privé du droit de vote, le nu-propriétaire d'actions a toujours le droit de participer aux décisions collectives.

Article 11 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action de capital donne droit, dans la répartition des bénéfices et de l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les actions en industrie confèrent à leur titulaire un droit dans les bénéfices et dans tout l'actif social défini lors de l'apport par les présents statuts ou par la décision collective des associés les émettant.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés aux actions les suivent dans quelque main qu'elles passent.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives régulièrement adoptées par les associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur au nombre requis devront faire leur affaire personnelle du regroupement, de l'achat ou de la vente des actions ou des droits nécessaires.

Article 12 – FORME DES CESSIONS OU TRANSMISSIONS D'ACTIONS

Les cessions ou transmissions d'actions sont réalisées à l'égard de la société et des tiers par un virement de compte à compte. Ce transfert est effectué dès la production d'un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire dûment mandaté par une procuration spécifique. Cet ordre de mouvement est enregistré sur un registre tenu à cet effet au siège social. Le transfert de propriété et la propriété des actions résulteront de l'inscription de celles-ci au compte de l'acheteur à la date fixée d'un commun accord dans l'ordre de mouvement. La société est tenue de procéder à cette transcription le premier jour ouvré suivant la notification par lettre recommandée avec demande d'avis de réception de l'ordre de mouvement, dès lors que celui-ci est complet.

La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur les registres de la société, sur justification de la mutation dans les conditions légales.

Tous les frais résultant du transfert sont à la charge des cessionnaires.

Les actions ne sont négociables, sous réserve des articles qui suivent et sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, qu'après immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés ou inscription de la mention modificative à la suite d'une augmentation de capital.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

Article 13 – AGREMENT

Les cessions d'actions, à titre onéreux ou gratuit, sont libres entre associés. Toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable de la collectivité des associés, statuant à la majorité des deux tiers.

A cet effet, la demande d'agrément est notifiée par le cédant au président de la société par lettre recommandée avec accusé de réception, en indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité complète de l'acquéreur et, s'il s'agit d'une personne morale, l'identité de ses dirigeants et la répartition de son capital social. Le président transmet cette demande d'agrément aux associés et met en place la procédure de consultation des associés.

Le président dispose d'un délai de trois (3) mois pour faire connaître au cédant la décision de la collectivité des associés, par lettre recommandée avec accusé de réception. A défaut de réponse dans le délai précité, l'agrément est réputé acquis et l'associé peut réaliser la cession projetée aux conditions notifiées.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée.

En cas d'agrément, l'associé peut réaliser la cession projetée aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. La réalisation du transfert des actions au cessionnaire agréé doit intervenir au plus tard dans un délai de vingt (20) jours de la notification de l'agrément. Passé ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé, la société est tenue, dans un délai de trois (3) mois de la notification du refus, d'acquiescer ou de faire acquiescer les actions de l'associé cédant, soit par des associés, soit par un ou plusieurs tiers agréés suivant la procédure ci-dessus, à moins que le cédant, dans les quinze jours de ce refus, ne notifie à la société le retrait de sa demande.

En cas de rachat des actions par la société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois de ce rachat, de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction du capital social.

Le prix de rachat des actions par un ou plusieurs tiers agréés, associés ou par la société, est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, il sera déterminé par voie d'expertise, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil. Au vu du rapport d'expertise, chacune des parties peut se désister à condition de le faire connaître à l'autre dans les 15 jours du dépôt du rapport de l'expert désigné.

Si à l'expiration du délai prévu ci-avant, l'achat des actions n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné, à moins que le demandeur ait renoncé entre temps à son projet de cession.

La présente clause ne peut être modifiée ou supprimée qu'à l'unanimité de tous les associés.

Les dispositions limitant la libre transmission des actions ne sont pas applicables lorsque la société ne comporte qu'un seul associé.

Article 14 - TRANSMISSION PAR DECES OU PAR SUITE DE DISSOLUTION DE COMMUNAUTE ENTRE EPOUX

Les transmissions par décès ou par suite de dissolution du régime matrimonial d'époux doivent être agréées dans les conditions prévues pour l'agrément d'un tiers étranger à la société.

Article 15 – NULLITE DES CESSIONS D'ACTIONS

Toutes les cessions d'actions réalisées en violation des précédents articles sont nulles.

TITRE IV

ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE

Article 16 – PRESIDENCE DE LA SOCIETE

La société est représentée, dirigée et administrée par un président, personne physique ou morale, associé ou non de la société.

Le président est nommé sans limitation de durée aux termes des présents statuts, puis par décision collective des associés qui fixe la durée de ses fonctions. Le président sortant est rééligible.

Lorsqu'une personne morale est nommée président, les dirigeants de celle-ci sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le président représente la société dans ses rapports avec les tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société ; il les exerce dans la limite de l'objet social.

Dans ses rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Au sein de la société il exerce tous les pouvoirs de direction, d'administration ou de gestion à l'exception de ceux réservés expressément par la loi ou par les présents statuts à la collectivité des associés.

La rémunération du président est fixée par décision collective des associés. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle. Il pourra prétendre, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur présentation des justificatifs.

Le président peut, sous sa responsabilité, consentir des délégations de pouvoir pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

La révocation du président ne peut intervenir que pour un motif grave. Elle est prononcée par une décision collective des associés, prise à l'unanimité des associés autres que le président.

Toute révocation sans motif grave pourrait ouvrir droit à une indemnisation pour le président.

Cependant, le président est révoqué de plein droit s'il vient à se trouver dans l'un des cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire du président personne morale,
- interdiction légale de gérer, diriger ou administrer une entreprise ou une personne morale,
- faillite ou incapacité personnelle d'une personne physique.

Le président peut librement démissionner de ses fonctions sous réserve de respecter un préavis de 2 mois, le président doit dans ce cas consulter les associés à l'effet de pourvoir à son remplacement. En présence d'un ou plusieurs directeurs généraux, ceux-ci peuvent en cas de carence du président consulter les associés sur cet ordre du jour.

Article 17 - DIRECTEURS GENERAUX

Sur la proposition du président et afin de l'assister, les associés peuvent nommer une ou plusieurs personnes, physiques ou morales, associés ou non, portant le titre de directeur général ou de directeur général délégué.

La durée des fonctions du directeur général est fixée dans la décision de nomination, sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du président.

Toutefois, en cas de décès, démission ou empêchement du président, le directeur général demeure en fonctions, sauf décision contraire des associés, jusqu'à la nomination du nouveau président.

Le directeur général peut être révoqué à tout moment par décision du président. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnité.

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le directeur général dispose dans l'ordre interne des mêmes pouvoirs de direction que le Président. A l'égard des tiers, il a les mêmes pouvoirs de direction et de représentation que ceux du président en application de l'article L.227-6 du Code de commerce ; si nécessaire il justifiera de l'étendue de ses pouvoirs par la production d'une copie certifiée conforme par le président des présents statuts et d'une copie également certifiée conforme par le président du procès-verbal de la décision de sa nomination et d'un extrait K bis.

La rémunération du directeur général est fixée par la collectivité des associés. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle. Il aura droit également au remboursement, sur justificatifs, des frais engagés par lui dans l'intérêt de la société.

En outre, le directeur général peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la société.

Article 18 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes, s'il en existe, dans le mois de sa conclusion.

Le président ou l'intéressé doit, dans le mois de la conclusion d'une convention, en aviser le Commissaire aux comptes.

Le(s) Commissaire(s) aux comptes, ou s'il n'en a pas été désigné, le président de la SAS, présente aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice ; l'associé intéressé est privé du droit de vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Sauf l'exception prévue par la loi pour les conventions non significatives, les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux comptes s'il en a été désigné. Dans ce dernier il appartient au président de la SAS de recenser ces conventions et d'en établir la liste.

Tout associé a le droit d'en obtenir la communication.

Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

TITRE V

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

Article 19 – COMPETENCE

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions en matière de :

- augmentation, amortissement ou réduction du capital social,
- fusion, scission, apport partiel d'actif,
- transformation en société d'une autre forme,
- dissolution et de prorogation,
- nomination d'un liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation,
- nomination de commissaires aux comptes,
- nomination, rémunération, révocation du président,
- nomination d'un directeur général,
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions conclues entre la société et ses dirigeants,
- modifications statutaires, à l'exception du transfert du siège social,

ainsi que toutes les décisions ne relevant pas de la compétence du président aux termes des présents statuts.

Article 20 – REGLES DE MAJORITE

Pour tous les domaines d'intervention prévus à l'article précédent, les décisions des associés sont prises dans les conditions suivantes :

Les décisions collectives des associés sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions relatives à l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital social, la fusion, la scission, l'apport partiel d'actif, la dissolution, la prorogation et la transformation de la société, l'agrément des transmissions d'actions, ainsi que toutes les modifications statutaires.

Les décisions collectives extraordinaires sont prises à la majorité des trois quarts des voix des associés disposant du droit de vote, présents et représentés ; les associés absents ou décidant expressément de ne pas voter ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité.

Toutes les autres décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires.

Les décisions collectives ordinaires sont prises à la majorité de la moitié des voix des associés, présents et représentés ; les associés absents ou décidant expressément de ne pas voter ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité.

Le droit de vote attaché aux actions de capital est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Le droit de vote attaché aux actions en industrie est proportionnel au nombre d'actions attribuées.

Chaque action de capital ou en industrie donne droit à une voix.

Tout titulaire d'actions nominatives, quelles qu'en soit le nombre, libérées des versements exigibles et qui sont inscrites à son nom dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société au troisième jour ouvré avant l'assemblée à zéro heure peuvent participer ou se faire représenter à toute décision collective quelle qu'en soit la forme sur simple justification de son identité.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives extraordinaires ci-après énumérées doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- toute décision ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés,
- le changement de nationalité de la société,
- les dispositions statutaires restreignant la liberté de transmission des actions : l'agrément des cessions ou transmissions de titres,

Tout associé en capital ou en industrie a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.

Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Tout titulaire d'actions nominatives, quelles qu'en soit le nombre, libérées des versements exigibles et qui sont inscrites à son nom dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société au troisième jour ouvré avant l'assemblée à zéro heure peuvent participer ou se faire représenter à toute décision collective quelle qu'en soit la forme sur simple justification de son identité.

Article 21 – FORME DES DECISIONS COLLECTIVES

Au choix du président, les décisions collectives sont prises en assemblée, réunie au besoin par vidéoconférence ou conférence par téléphone, ou par correspondance dans la mesure où l'auteur de la convocation s'est assuré que le moyen retenu permet l'identification des associés participant et la retransmission continue et simultanée des délibérations ; les votes et signatures électroniques consistent en l'usage d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec le document auquel elle s'attache.

Elles peuvent également s'exprimer dans un acte signé par tous les associés ou par consultation écrite.

Toutefois, la réunion d'une assemblée peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant plus de dix pour cent du capital social, si aucune réunion de l'assemblée des associés n'est intervenue depuis plus d'un an.

1. Assemblées

L'assemblée est convoquée par le président ou par un mandataire désigné en justice en cas de carence du président.

Le commissaire aux comptes, s'il en a été désigné un, peut en cas de carence de l'organe désigné ci-avant et après une mise en demeure de celui-ci demeuré sans effet convoquer lui-même les associés.

Dans le cas où la tenue d'une assemblée est demandée par un ou plusieurs associés, elle peut être convoquée par l'associé ou l'un des associés demandeurs.

Pendant la période de liquidation de la société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du liquidateur.

Dans tous les cas, l'auteur de la convocation fixe l'ordre du jour. L'assemblée ne délibère que sur les questions inscrites à l'ordre du jour. Néanmoins elle peut en toutes circonstances et sans préavis révoquer le président, sous réserve du droit pour l'intéressé de présenter sa défense.

Les associés se réunissent en assemblée au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

La convocation est effectuée par tous moyens quinze (15) jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique l'ordre du jour proposé et est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information des associés.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le président de la société, ou en son absence, par un associé désigné par l'assemblée. Un secrétaire est désigné parmi les associés présents.

En cas de convocation par le commissaire aux comptes, par un mandataire de justice ou par un liquidateur, l'assemblée est présidée par celui qui l'a convoquée.

Les associés peuvent se faire représenter par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tout moyen écrit, notamment par télécopie.

Le commissaire aux comptes, s'il en a été désigné un, est invité à participer à toute décision collective en même temps et dans la même forme que les associés.

2. Consultations par correspondance

En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées, ainsi que tous les documents nécessaires à l'information des associés, sont adressés à chacun d'eux, par tous moyens.

Les associés disposent d'un délai minimum de (15) jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote, par tous moyens. Tout associé n'ayant pas répondu dans ledit délai est considéré comme s'étant abstenu.

3. Procès-verbaux

Les procès-verbaux des décisions collectives prises en assemblée ou par correspondance sont établis sur un registre spécial et signés par le président et le secrétaire associé. Les copies ou extraits de procès-verbaux sont certifiés par le président.

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par un procès-verbal indiquant la date et le lieu de réunion, le nom, prénom et qualité du président de séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats ainsi que les résolutions adoptées par les associés.

Les consultations écrites sont mentionnées dans un procès-verbal établi par le président, sur lequel sont portées les réponses des associés.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il doit être signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial des décisions collectives.

Article 22 – INFORMATION DES ASSOCIÉS

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et éléments d'information permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises, en application de la loi, sur le ou les rapports du président et/ou des commissaires aux comptes, ce ou ces rapports doivent être communiqués aux associés dix (10) jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque consulter au siège social, pour les trois derniers exercices, les registres sociaux, l'inventaire et les comptes annuels, le tableau des résultats des cinq derniers exercices, les comptes consolidés, le cas échéant, les rapports de gestion du président et ceux des commissaires aux comptes, la consultation emportant le droit de prendre copie, à l'exception de l'inventaire.

Article 23 – ASSOCIE UNIQUE

Si la société vient à ne comporter qu'un associé unique, ce dernier exercera les pouvoirs dévolus par les présents statuts à la collectivité des associés.

L'associé unique personne physique président de la SAS peut, pour l'approbation des comptes de la société, déposer au registre du commerce et des sociétés dont dépend la société dans le délai de six mois de la clôture de l'exercice l'inventaire et les comptes annuels dûment signés.

Il n'est pas tenu de porter au registre des décisions le récépissé délivré par le greffe du tribunal de commerce.

TITRE VI

CONTROLE

Article 24 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La collectivité des associés désigne, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires, dont les fonctions expirent à l'issue de la décision collective statuant sur les comptes du sixième exercice.

Un ou plusieurs commissaires suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de décès, de démission, d'empêchement ou de refus de ceux-ci, sont désignés pour une même durée par les associés.

Article 25 – COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis aux articles L.2323-62 à L.2323-67 du Code du travail auprès du président.

Lorsque les délégués ont demandé à assister aux assemblées générales et si cette forme de consultation n'est pas retenue, le président informera les délégués du mode de consultation devant intervenir (décision dans un acte, consultation écrite) pour les décisions à prendre dont il précisera l'objet. A cette fin, il devra fournir aux délégués une information suffisante et leur laissera un délai suffisant pour qu'ils puissent formuler s'il y a lieu, auprès de lui, un avis qui sera communiqué aux associés.

TITRE VII

COMPTES ANNUELS - BENEFICES – RESERVES

Article 26 - COMPTES ANNUELS - RAPPORT DE GESTION

La société tient une comptabilité régulière des opérations sociales.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse un inventaire et établit les comptes annuels et un rapport sur sa gestion au cours de l'exercice écoulé.

Ces comptes et le rapport de gestion sont communiqués aux commissaires aux comptes et éventuellement au comité d'entreprise dans les conditions légales.

Toutefois, la loi dispense la société de l'obligation d'établir un rapport de gestion si elle répond à la définition des petites entreprises selon l'article L 232-1, IV modifié du Code de commerce.

Sont des petites entreprises, les sociétés qui ne dépassent pas, à la clôture de l'exercice, **deux des trois seuils** définis aux articles L. 123-16 et D. 123-200 2° du Code de commerce.

Si deux des seuils sont atteints, un rapport de gestion devra être établi par le président.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, la collectivité des associés doit statuer sur l'approbation de ces comptes, au vu du rapport de gestion et des rapports des commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport sur la gestion du groupe et le rapport des commissaires aux comptes pour l'information des associés.

Article 27 - AFFECTATION DU BENEFICE - RESERVES

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

La collectivité des associés se prononce sur l'affectation du résultat.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale, prélèvement qui cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds a atteint le dixième du capital, mais qui reprend son cours si, pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte,
- et toutes sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde, augmenté du report bénéficiaire, constitue le bénéfice distribuable, qui est à la disposition de la collectivité des associés pour être réparti aux actions à titre de dividende, affecté à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires ou reporté à nouveau.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Le paiement des dividendes est effectué à la date et aux lieux fixés par la décision collective des associés ou à défaut, par le président. La mise en paiement doit intervenir dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

La perte, s'il en existe, est inscrite à un compte spécial pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

TITRE VIII

DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

Article 28 - DISSOLUTION

1. Arrivée du terme statutaire

Un an au moins avant la date d'expiration de la durée de la société, le président doit provoquer une décision collective des associés à l'effet de décider si la société doit être prorogée ou non. Faute pour le président d'avoir provoqué cette décision, tout associé, après mise en demeure demeurée infructueuse, peut demander au président du tribunal de commerce la désignation d'un mandataire de justice chargé de la convocation.

2. Dissolution anticipée

La dissolution anticipée peut à tout moment être prononcée par la collectivité des associés.

3. Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter la collectivité des associés à l'effet de statuer sur la dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la perte a été constatée, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

À défaut de décision collective régulière, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le tribunal peut accorder à la société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation ; il ne peut prononcer la dissolution, si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

La décision collective des associés est, dans tous les cas, publiée conformément à la réglementation en vigueur.

Article 29 - LIQUIDATION

La décision collective des associés règle le mode de liquidation et nomme le ou les liquidateurs dont elle détermine les fonctions et la rémunération.

Cette nomination met fin aux fonctions des commissaires aux comptes.

Sous réserve des restrictions légales, les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser, même à l'amiable, tout l'actif de la société et d'éteindre son passif. Ils peuvent, en vertu d'une décision collective des associés, faire l'apport ou consentir la cession de la totalité des biens, droits et obligations de la société dissoute.

La collectivité des associés conserve durant la phase de liquidation les mêmes attributions que pendant le cours de la société, elle approuve les comptes de liquidation.

Le produit net de la liquidation, après le règlement du passif, est employé à rembourser le capital libéré et non amorti des actions ; le surplus est réparti entre les associés.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main et que l'associé unique n'est pas une personne physique, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, dans les conditions prévues à l'article 1844-5 du Code civil.

Article 30 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

TITRE IX

NOMINATIONS DU PREMIER PRESIDENT ENGAGEMENTS - FORMALITES CONSTITUTIVES

Article 31 - NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT

Le premier président de la société nommé sans limitation de durée est :

- **Monsieur Didier ADDA,**
né le 17 mai 1968 à ERMONT (95120), de nationalité Française,
demeurant au 2 Avenue du Stade de Coubertin, BOULOGNE BILLANCOURT (92100),

Article 32 - FORMALITES CONSTITUTIVES - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

La présente société ne sera définitivement constituée qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi. Elle acquerra la jouissance de la personnalité morale à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

La publication de la société sera effectuée :

- par insertion, dans un journal d'annonces légales du département du siège social, de l'avis de constitution ;
- par le dépôt, en double exemplaire, au greffe du tribunal de commerce, des pièces prévues par la loi ;
- et par l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés du lieu du siège social.

Tous pouvoirs sont donnés à cet effet au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présents statuts, comme de toutes autres pièces qui pourraient être déposées.

Article 33 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites incombent conjointement et solidairement aux soussignés, au prorata de leurs apports, jusqu'à ce que la société soit immatriculée au registre du commerce et des sociétés. A compter de cette immatriculation, ils seront pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution de dividendes et au plus tard dans un délai de cinq ans.

Fait à BOULOGNE BILLANCOURT,

L'an mil neuf cent et le vingt-sept mai

En autant d'originaux que nécessaire dont un exemplaire pour le dépôt au greffe du Tribunal de commerce.

Monsieur Didier ADDA

(signature précédée de la mention :

*« Bon pour acceptation des fonctions
de Président »)*

*Bon pour acceptation
des fonctions de Président*

A handwritten signature in blue ink, consisting of a long horizontal stroke followed by a loop and a final downward stroke.

Madame Sandrine ADDA

A handwritten signature in black ink, featuring a stylized 'S' and 'A' with a long, sweeping underline.